



8 Place Malus  
18000 Bourges  
Tél 02 48 21 24 79  
[cgt.ud.cher@wanadoo.fr](mailto:cgt.ud.cher@wanadoo.fr)

# "LE TRAVAIL DOIT PAYER"

Voilà ce qu'a dit le ministre de l'Economie et des Finances à la Rencontre des entrepreneurs de France (ex Université d'Été du Medef) Chiche !!!

En réponse, le président de l'organisation patronal a indiqué : *"Je ne suis pas sûr que ce soit à Bruno Le Maire de savoir s'il faut augmenter ou pas les salaires. C'est au chef d'entreprise de le décider"*. C'est vrai que si on s'en remet à la bonne volonté des patrons, nous allons être satisfaits. Les réelles augmentations ne sont obtenues que par le rapport de forces des salariés.

Et il ajoute : *"Les salaires ont été augmentés, le pouvoir d'achat a augmenté en 2020, c'est quand même un cas très particulier en pleine crise, le pouvoir d'achat qui augmente. Par ailleurs, la France est le pays où l'on partage le mieux la croissance. C'est le pays où il y a le plus d'actionariat salarié, c'est le pays où il y a l'intéressement et la participation"*. Nous sommes soulagés d'avoir vu nos feuilles de paye gonfler l'année dernière !

De qui se moque-t-on ? D'une manière générale, les salaires n'ont pas bougé, l'intéressement et la participation également, les Négociations Annuelles Obligatoires sont au point mort depuis un long moment. Le chômage partiel a remboursé les versements et les salariés ont perdu de l'argent. Pas de coup de pouce pour le SMIC, aucune augmentation des minima sociaux, des retraites et pensions, pas de mesure pour les jeunes, les licenciements ont poussé des millions

de personnes dans des situations extrêmement difficiles. Les associations d'aide n'ont pas désempilé et ne désempilent toujours pas. La

réforme de l'assurance chômage, si chère aux organisations patronales, prévue au 1<sup>er</sup> octobre va rajouter encore des difficultés à la précarité. Dans le même temps, elle va pousser bon nombre de chômeurs à accepter n'importe quel travail, à n'importe quel salaire et dans des conditions sociales dégradées.

L'intéressement et la participation ne sont pas du salaire, tous les salariés n'y ont pas droit et le montant dépend de la

comptabilité de l'entreprise, à savoir la réaffectation des bénéfices pour valoriser l'entreprise et renforcer sa crédibilité aux yeux des actionnaires, faire monter le cours des actions. Là aussi, il faudrait faire confiance au patronat pour nous redonner une petite partie de ce que nous avons produit. N'oublions pas que ceux qui possèdent le capital passent leur temps à faire de l'optimisation et de l'évasion fiscale, et font dire ce qu'ils veulent aux chiffres.

Dans le même temps, le numéro deux du Medef pense ne pas pouvoir augmenter l'ensemble des salaires mais il faut cibler les secteurs. Pour la CGT, des hausses massives doivent être mises en place immédiatement partout car il n'y a pas une entreprise où les travailleurs sont bien payés. Notre salaire n'est pas une reconnaissance, voire un remerciement de notre implication. C'est le



prix sur la valeur ajoutée de notre production de richesses et nous pouvons constater que le travail est de moins en moins valorisé. Les prix augmentent, les marges augmentent et les salaires ne suivent pas.

Les riches sont de plus en plus nombreux, de plus en plus fortunés. Ils spolient sans état d'âme ceux qui produisent. Les grands patrons sont les plus riches mais un nombre important, détenant des petites ou moyennes entreprises, ne sont pas à plaindre, ils s'enrichissent sur le dos des bas salaires. 2020 est une année exceptionnelle pour les plus aisés.

40 milliards sur 100 du plan de relance ont été alloués jusqu'en juin dernier, la prévision de 70% de la totalité d'ici la fin de l'année est annoncée. De l'argent, il y en a mais c'est toujours pour les mêmes. Aucune mesure n'est prévue pour les salariés.

Pour 2021, Bercy annonce 6 % de croissance et l'économie est répartie à 99 %. Lorsqu'il n'y a pas de croissance, le patronat comme les gouvernements nous disent que ce n'est pas le moment. Lorsqu'il y a de la croissance, ce n'est pas le moment non plus. Bref, ce n'est jamais le moment

pour lâcher le taux de marge qui ne cesse, lui, d'augmenter.

Les agents des trois fonctions publiques sont également les oubliés de l'histoire. Plus de 10 ans de gel du point d'indice entraîne des milliers de fonctionnaires dans la pauvreté. Le gouvernement, par les injonctions de l'UE, de baisse des dépenses publiques est responsable de la dévalorisation des fonctionnaires.

Oui, c'est le moment aujourd'hui, ça l'était hier et ça le sera demain. C'est le moment, le gouvernement nous le dit, alors prenons la balle au bond et allons chercher ce qui nous appartient.

Nous créons exclusivement les richesses, elles nous appartiennent.

Exigeons, par le rapport de forces, l'ouverture des NAO et organisons les salariés pour obtenir de réelles avancées salariales.

Les augmentations de salaires sont bénéfiques pour la Sécurité Sociale, le financement des retraites, des allocations familiales, de l'assurance chômage et pour l'hôpital.

Soyons offensifs.



## LE 5 OCTOBRE SERA L'OCCASION DE PORTER CETTE REVENDICATION

*Bourges, le 8 Septembre 2021*



### **Bulletin de contact ou d'adhésion à la CGT**

Nom – Prénom : .....

Adresse : .....

Tél. : ..... E.mail : .....

Entreprise : .....

Bulletin à retourner à l'UD-CGT du Cher 8 Place Malus – 18000 BOURGES  
ou à remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise